

Unité Départementale  
du Havre

30 NOV. 2021

**Arrêté préfectoral du** **mettant en demeure la société SCI AVL**  
**ENTREPÔTS, pour son site localisé voie des hérons à SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE, de se**  
**conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection**  
**de l'environnement.**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 autorisant la société SA TAILLEUR DUBOT EMBALLAGE à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 21-82 du 24 septembre 2021 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 22 mai 2003 relatif à la reprise des activités de la société SA TAILLEUR DUBOT EMBALLAGE par la société SA ABX LOGISTICS ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 6 février 2009, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société SA ABX LOGISTICS par la société DSV ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 7 août 2015, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société DSV par la société MULTIMODAL LOGISTIQUE SERVICES (MLS) ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 7 octobre 2021, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société MULTIMODAL LOGISTIQUE SERVICES (MLS) par la SCI AVL ENTREPÔTS, représentée par M. Laurent CARLIER ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 5 octobre 2021 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant, par courriel du 16 novembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT :**

que lors de l'inspection du 5 octobre 2021, l'inspectrice de l'environnement a constaté les non-conformités majeures :

- à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 : absence de justification de la suffisance des moyens en eau en cas de sinistre ;
- à l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 : l'installation d'extinction automatique incendie de l'établissement à l'arrêt ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2002 ;

que l'exploitant a adressé à l'inspection par courriel du 16 novembre 2021 la justification d'un fonctionnement correct des poteaux incendie à proximité de son établissement, et que ces éléments permettent de lever la non-conformité à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 ;

que face au manquement à l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI AVL ENTREPÔTS de respecter la prescription de l'article sus-visé de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société SCI AVL ENTREPÔTS exploitant un entrepôt de matières combustibles au numéro portuaire 5555 voie des hérons sur la commune de SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE est mise en demeure de respecter :

- **d'ici le 31 décembre 2021** : les dispositions à l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 en justifiant de la remise en service de l'installation d'extinction automatique incendie une fois les travaux réalisés. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier le respect de cette obligation (attestation de fin de travaux et attestation de remise en service par exemple).

Le délai pour respecter cette mise en demeure est à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

### **Article 4 :**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :**

Le présent arrêté est notifié à la société SCI AVL ENTREPÔTS.

Copie en est adressée :

- au maire de SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE,
  - au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le

**30 NOV. 2021**

Pour le préfet de la Seine-Maritime  
et par délégation,  
la secrétaire générale,



Béatrice STEFFAN

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.